

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CREDIT MUTUEL FACTORING**

Société anonyme au capital de 7 680 000 €  
Siège social : Tour D2 – 17 Bis Place des Reflets - 92988 PARIS LA DEFENSE CEDEX  
380 307 413 RCS NANTERRE

*Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 29 avril 2026*

**I. — Bilan**  
(en K€ )

**Comptes sociaux au 31 décembre 2025**

<b>Actif</b> <b>En K€</b>	<b>2025</b> <b>31 décembre</b>	<b>2024</b> <b>31 décembre</b>
Caisse, Banques centrales	0	0
Effets publics et assimilés	0	0
Créances sur les établissements de crédit	2 201 914	1 112 774
Opérations avec la clientèle	519 826	560 563
Affacturage	7 676 856	6 561 776
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	88	88
Parts dans les entreprises liées	0	0
Opérations de crédit-bail et assimilées	0	0
Immobilisations incorporelles	5	17
Immobilisations corporelles	386	569
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	225 403	201 417
Comptes de régularisation	36 098	30 797
<b>Total de l'actif</b>	<b>10 660 576</b>	<b>8 468 002</b>

<b>Passif</b> <b>En K€</b>	<b>2025</b> <b>31 décembre</b>	<b>2024</b> <b>31 décembre</b>
Banques centrales	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	6 611 437	4 686 378
Opérations avec la clientèle	3 162 256	2 912 789
Dettes représentées par un titre	501 786	502 628
Autres passifs	8 367	8 197
Comptes de régularisation	86 527	81 624
Provisions	3 073	5 293
Dettes subordonnées	32 829	32 845
Fonds pour risques bancaires généraux	15 340	15 340
<b>Capitaux propres</b>	<b>238 961</b>	<b>222 907</b>
- Capital souscrit	7 680	7 680
- Primes d'émission	1 829	1 829
- Réserves	768	768
- Réserves disponibles	212 600	178 500
- Ecart de réévaluation	0	0
- Provisions réglementées	0	0
- Report à nouveau	30	345
- Résultat de l'exercice	16 054	33 785
<b>Total du passif</b>	<b>10 660 576</b>	<b>8 468 002</b>

**Hors bilan**

<b>Actif</b> <b>En €</b>	<b>2025</b> <b>31 décembre</b>	<b>2024</b> <b>31 décembre</b>
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	276 414 385,47	0,00
Engagements en faveur de la clientèle	1 359 334 407,86	1 585 363 954,64
<b>Engagements de garantie</b>		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	0,00	0,00
Engagements d'ordre de la clientèle	12 500 000,00	12 500 000,00
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres acquis avec faculté de reprise	0,00	0,00

Autres engagements donnés	0,00	0,00
---------------------------	------	------

Passif En €	2025 31 décembre	2024 31 décembre
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	0,00	0,00
<b>Engagements de garantie</b>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	523 171 807,45	522 382 578,95
Engagements reçus de la clientèle	134 603 226,57	103 499 700,00
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	0,00	0,00
Autres engagements reçus	0,00	0,00

II. — Compte de résultat

Compte de résultat en K€	2025 31 décembre	2024 31 décembre
+ Intérêts et produits assimilés	225 726	299 052
+ Intérêts et charges assimilées	-115 336	-164 508
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	79 688	79 081
+ Commissions (charges)	-68 864	-81 561
+/- Gains ou pertes sur opérations des portef. de négociation	312	-15
+/- Gains ou pertes sur opérations des portef. de placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	3 901	4 073
+ Autres charges d'exploitation bancaire	-98	-411
= <b>Produit Net Bancaire</b>	<b>125 328</b>	<b>135 710</b>
+ Charges de personnel	-47 943	-45 457
+ Autres charges administratives	-47 058	-46 452
+ Dotations aux amortissements	-226	-256
= <b>Charges de fonctionnement</b>	<b>-95 227</b>	<b>-92 165</b>
= <b>Résultat Brut d'Exploitation</b>	<b>30 101</b>	<b>43 545</b>
+ Coût du risque	-7 277	1 225
= <b>Résultat d'Exploitation</b>	<b>22 825</b>	<b>44 770</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
= <b>Résultat Courant</b>	<b>22 825</b>	<b>44 770</b>
+/- Résultat exceptionnel	-2	0
+ Impôts sur les bénéfices	-6 769	-10 985
+/- Dotations/reprises de FRBG	0	0
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées	0	0
= <b>Résultat Net</b>	<b>16 054</b>	<b>33 785</b>

III. — Annexes aux comptes sociaux au 31 décembre 2025

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

1. Faits caractéristiques/Méthodes et règles d'évaluation

1.1 Faits marquants de l'exercice clos au 31 Décembre 2025

Environnement économique 2025

L'année 2025 restera comme celle du retour de Donald Trump à la Maison Blanche marquée par la réactivation de la guerre commerciale lors du Liberation Day le 2 avril, et la mise en œuvre de nouvelles politiques tarifaires. Les principales zones économiques se sont ainsi vues imposer des droits de douane sans précédent sur de nombreux biens affectant négativement le commerce international. Cependant certains pays sont parvenus à conclure des accords sur le plan commercial pour atténuer le taux des droits de douane. Malgré ce contexte, les tensions inflationnistes ont continué de ralentir permettant aux banques centrales de poursuivre leur assouplissement monétaire en baissant les taux directeurs. Certaines d'entre elles, comme la Banque centrale européenne, sont arrivées au bout du processus et stabilisent les taux d'intérêt en fin d'année. Les taux souverains s'inscrivent désormais à des niveaux plus élevés que par le passé, reflétant davantage les inquiétudes des investisseurs financiers face à l'augmentation des dépenses publiques dans le monde. C'est notamment le cas en France où la fragilité de la situation politique réduit la capacité à limiter les déficits. L'Allemagne constitue également un exemple notable alors que, à l'issue des élections législatives, un plan de relance ambitieux a été acté à destination des infrastructures et de la défense. Cette volonté est globalement partagée par l'ensemble de l'Europe compte tenu des craintes d'un retrait des États-Unis de la défense européenne.

Aux États-Unis, l'année 2025 a été marquée par une intensification des incertitudes politiques, commerciales et budgétaires, contribuant à une volatilité accrue des marchés financiers. Sur le plan commercial, l'administration de Donald Trump a multiplié les annonces de droits de douane sectoriels et généralisés tout en alternant phases d'escalade et périodes de trêve. Toutefois, la guerre commerciale s'est réduite suite à la signature d'un accord partiel avec la Chine et d'accords commerciaux avec les principaux pays, notamment avec l'Union européenne, le Japon et le Royaume-Uni. Cette situation a favorisé une détente des taux souverains à 10 ans en 2025, alimentée également par l'assouplissement monétaire opéré par la Fed et la promulgation en juillet de la loi budgétaire One Big Beautiful Bill Act (OBBA), seulement en partie financée par la hausse des droits de douane. La Fed a réduit à trois reprises ses taux directeurs atteignant la fourchette de 3,75-3,50 % dans un contexte de dégradation progressive du marché du travail américain à partir de l'été, et ce malgré une croissance résiliente et un taux d'inflation toujours largement au-dessus de la

cible en raison la transmission progressive des droits de douane sur les prix finaux. L'adoption du budget fédéral pour l'exercice 2026 s'est révélée difficile compte tenu de la faible majorité présidentielle, débouchant sur une fermeture prolongée des administrations fédérales entre octobre et novembre. Malgré ce climat d'incertitudes qui a contribué à alimenter une dépréciation progressive du dollar face à l'euro, les marchés actions américains ont affiché une performance solide en 2025. Le S&P 500 a progressé de +14 % soutenu par la résilience des résultats et surtout par la bonne dynamique des valeurs technologiques liées à l'intelligence artificielle. Celles-ci ont continué d'attirer les flux d'investissement malgré des interrogations croissantes sur leur valorisation et leur rentabilité à long terme.

En zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) a poursuivi son assouplissement monétaire au cours du premier semestre à quatre reprises, abaissant ses taux directeurs de 100 points de base, avant de les maintenir au second semestre. Cet assouplissement a été favorisé par le repli de l'inflation et les craintes relatives aux conséquences sur la croissance économique européenne de la guerre commerciale engendrée par le président américain. La croissance européenne a néanmoins fait preuve de résilience au cours de l'année. L'Union européenne s'est d'abord vue imposer un taux de droit de douane de 20 % en avril, ramené à 15 % à l'été à l'issue de négociations aboutissant à un accord commercial avec les Etats-Unis. Dans ce contexte, les taux souverains européens ont évolué de manière très volatile. D'une part, les mouvements de baisse ont été alimentés par les tensions commerciales (craintes sur la croissance) et les baisses de taux directeurs de la BCE. D'autre part, les taux souverains ont accéléré sensiblement suite aux annonces de relance budgétaire dans la défense. Celles-ci font suite au rapprochement entre Washington et Moscou sur le sujet de la guerre en Ukraine, ravivant les craintes d'un retrait des Etats-Unis de la défense européenne. Cette dynamique haussière sur les taux souverains a été notable en Allemagne (+50 points de base sur le taux à 10 ans), à la suite de l'arrivée de Friedrich Merz à la chancellerie. Du reste, l'euro s'est apprécié face au dollar en raison de la méfiance croissante des investisseurs à l'égard du dollar, des anticipations de politique monétaire de la Fed et des craintes budgétaires aux Etats-Unis.

En France, les blocages politiques autour du budget ont ponctué l'année. Après être parvenu à faire adopter un budget en début d'année, le Premier ministre, François Bayrou, a remis la démission de son gouvernement en septembre, l'Assemblée nationale ayant refusé la confiance au gouvernement. Remplacé par Sébastien Lecornu, ce dernier a proposé un projet de budget avec un objectif de déficit à 4,7 % du PIB en 2026. L'instabilité politique de la France et de ses finances publiques a porté l'écart OAT-Bund à 10 ans jusqu'à 85 pb avant de revenir vers 70 pb. Cela a abouti à la dégradation d'un cran de la note de la France par les agences Fitch Ratings et Standard & Poor's. Si le projet de loi de financement de la Sécurité sociale a été adopté en décembre, le projet de loi de finance pour 2026 n'a pu être adopté par une Assemblée fragmentée. Cependant, dans le contexte d'incertitude politique, la croissance française a progressé au cours de l'année, tandis que l'inflation est restée sous la cible de la BCE et un cran plus faible que dans le reste de la zone euro.

En ce qui concerne les matières premières, l'année 2025 a été marquée par une forte volatilité dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes et d'incertitudes sur la croissance mondiale. Les cours du pétrole ont fluctué dans une large fourchette entre 59 et 82 \$/baril, au gré des développements liés à la guerre en Ukraine, des initiatives diplomatiques américaines et des décisions de l'OPEP+, dont les hausses de production ont durablement contenu les prix. Après des pics estivaux, le Brent a poursuivi son repli à l'automne pour s'établir autour de 63 \$/baril. Les marchés du gaz ont globalement reculé en Europe, pénalisés par une demande modérée malgré des épisodes ponctuels de volatilité (entre 27 et 58 €/MWh). À l'inverse, l'or s'est imposé comme le principal bénéficiaire de l'année, porté par les incertitudes géopolitiques, les craintes budgétaires américaines et l'inflexion accommodante de la Fed, atteignant de nouveaux sommets malgré des prises de bénéfices régulières.

## ***1.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation***

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 24 février 2026.

Les comptes sociaux ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2023-03 du 7 Juillet 2023 modifiant le règlement ANC n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Crédit Mutuel Factoring applique pour la première fois le règlement ANC N°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général auquel se réfère Crédit Mutuel Factoring pour les opérations non visées par le règlement ANC n° 2014-07.

Crédit Mutuel Factoring est intégré globalement dans les comptes consolidés du groupe CIC, de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Crédit Mutuel Factoring, étant détenu à 99,99% par Le Crédit Industriel et Commercial, est exempt d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

La Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 88 Rue Cardinet, 75017 Paris, établit les états financiers consolidés. [Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers](#)

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas,

- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- de la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux.

### ***1.2.1. Créances saines, créances saines d'affacturage et dettes envers la clientèle***

#### **Créances sur la clientèle et créances d'affacturage :**

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes en monnaies étrangères ont été évaluées sur la base du dernier cours de change connu.

Les créances sur la clientèle regroupent :

- les créances commerciales acquises dans le cadre de mobilisation Dailly, pour leur montant à l'acquisition. Elles représentent le stock de créances acquises par Crédit Mutuel Factoring et restant à recouvrer sur ces contrats, y compris le stock de créances douteuses et douteuses compromises liées.
- les comptes ordinaires ponctuellement débiteurs de la clientèle.

Les créances acquises dans le cadre de contrats d'affacturage, sont inscrites à l'actif du bilan, à la rubrique Affacturage, pour leur montant d'acquisition. Elles représentent le stock de factures subrogées restant à recouvrer dont le stock de créances douteuses et créances douteuses compromises. Les créances d'affacturage présentées recouvrent aussi bien des créances pour lesquelles le risque de non recouvrement est garanti par Crédit Mutuel Factoring que des créances dont le risque est resté à la charge du client.

#### **• Titrisation**

Au 31 décembre 2025, l'encours nets des factures cédées par CREDIT MUTUEL FACTORING au profit du FCT CM FACTORING dans le cadre de la titrisation s'élève à 894 120 K€. Les encours cédés dans le cadre de la titrisation bénéficie d'une garantie apportée par le Factor à hauteur d'un montant de 12,5 M€ annuel.

**Créances douteuses et douteuses compromises :**

Les créances douteuses sont des créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de 3 mois en tout état de cause ou encore présentant un caractère contentieux.

Les créances douteuses compromises sont des créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit alors faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié. L'existence de garantie couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en douteux, un encours douteux peut être présumé compromis sauf si le passage en perte n'est pas envisagé. L'établissement de crédit sort les encours concernés de ses actifs par contrepartie d'un compte de perte au plus tard lorsque ses droits en tant que créanciers sont éteints. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas par contagion le classement dans cette dernière catégorie des autres encours et engagement douteux relatifs à la contrepartie concernée.

**Risques clientèle, dépréciation :**

Lorsqu'un risque probable de non recouvrement partiel ou total apparaît sur les créances de contrats Mobilisation Dailly ou Affacturage, les créances sont transférées en « créances douteuses » et font individuellement l'objet de dépréciations constituées par dotation au compte de résultat en coût du risque. Les dépréciations correspondantes sont inscrites en minoration des postes d'actifs concernés.

Les dépréciations relatives au risque sur le Vendeur (en affacturage) ou Cédant (en mobilisation Dailly) sont inscrites à l'actif du bilan en déduction des créances y afférentes et sont constituées pour couvrir un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, résultant d'événements en cours à la clôture de l'exercice. Elles sont déterminées individuellement en fonction des risques techniques résultant notamment des litiges entre vendeur/acheteur et du risque cédé dans le cas des contrats de Mobilisation Dailly. Elles sont évaluées à partir de l'encours contentieux, déduction faite du montant des comptes de réserves et garanties éventuellement constitués.

Les dépréciations sur le risque Acheteur (ou Cédé) ont pour but de couvrir le risque de non recouvrement des créances garanties présentant un retard de paiement. Elles sont inscrites à l'actif du bilan en diminution des créances.

L'évaluation des dépréciations pour risques acheteurs/cédé tient compte :

- de la quotité non garantie par un assureur crédit dans le cadre des contrats d'affacturage,
- de la convention de partage du risque interne au Groupe dans le cadre des contrats de mobilisation Dailly.

**Les comptes de la clientèle au passif**

Ils comprennent les comptes courants disponibles qui correspondent au droit de tirage de la clientèle, les comptes de retenue de garantie et les comptes de réserve sur financement.

**Autres titres détenus à long terme, titres de participation**

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué, ou de fusion et opérations assimilées. A la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

**Les dettes représentées par un titre**

Elles correspondent à l'encours des financements émis par billets d'affacturage et non échus.

**Opérations sur instruments à terme de taux d'intérêt et de change**

Le groupe intervient pour son propre compte sur différents marchés organisés ou de gré à gré, d'instruments financiers à terme fermes et conditionnels de taux d'intérêt et de devises en application de la stratégie de gestion des risques liés aux positions de taux d'intérêt et de change de ses actifs et passifs.

**Opérations sur les marchés organisés et assimilés**

Les contrats sur instruments à terme fermes ou conditionnels traités sur les marchés organisés et assimilés sont évalués conformément aux règles fixées par le Comité de la réglementation bancaire. Les contrats sont réévalués en fin d'arrêté suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette réévaluation est porté au compte de résultat.

**Opérations sur les marchés de gré à gré**

Le règlement n°90-15 du Comité de la réglementation bancaire est appliqué à l'ensemble des instruments de taux d'intérêt traités de gré à gré. A ce titre, sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor,...). Conformément au règlement susvisé, les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors bilan, gestion spécialisée).

Les contrats classés dans les portefeuilles de position ouverte sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de micro-couverture sont inscrits en compte de résultat de façon symétrique à la comptabilisation de l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de gestion globale du risque de taux sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat.

Les contrats inscrits dans les portefeuilles de gestion spécialisée sont évalués en valeur de marché. Les variations de valeur sont portées dans le produit net bancaire après correction pour tenir compte du risque de contrepartie et des frais futurs de gestion.

Les soultes de netting de dérivés de couverture sont étalées sur la durée résiduelle des éléments couverts.

#### ***1.2.2. Participations et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées***

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué, ou de fusion et opérations assimilées. A la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

#### ***1.2.3. Dettes représentées par un titre***

Les dettes représentées par un titre sont composées des titres de créances à court terme émis et de l'encours des financements émis par billets à ordre et non échus.

#### ***1.2.4. Immobilisations corporelles et incorporelles***

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'ANC.

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti, c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Celles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan qui lui est propre.

#### **Immobilisations incorporelles :**

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique amorti sur une période de 9 ans.

#### **Immobilisations corporelles :**

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- Matériel informatique : linéaire sur 3 ans,
- Agencement et mobilier de bureau : linéaire sur 9 à 10 ans,
- Matériel de bureau : linéaire sur 5 ans.

#### ***1.2.5. Provisions pour dépréciation***

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges correspondantes.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

#### ***1.2.6. Provisions pour risques et charges***

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L.311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L.311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions 2014-03 de l'ANC.

#### ***1.2.7. Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)***

En application de l'article 3 du CRB 90-02, le FRBG a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

**1.2.8. Régimes de retraite, Indemnités de Fin de Carrière (IFC) et Médaille du travail****Régimes de retraite des employés**

Les pensions de retraite sont prises en charge par diverses institutions auxquelles la banque et ses salariés versent périodiquement des cotisations. Ces dernières sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont dues.

D'autre part, les salariés bénéficient de régimes de retraite supplémentaire financé par l'employeur, au travers d'un contrat d'assurance. Ce contrat relève d'un régime à cotisations définies, entièrement couvert par les réserves constituées chez l'assureur. En conséquence, aucun engagement résiduel n'en résulte pour l'employeur.

**Indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail**

Les futures indemnités de fin de carrière et primes conventionnelles à verser lors de l'attribution de médailles de travail sont intégralement couvertes par provisions ou contrats d'assurance.

Les engagements sont calculés annuellement suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. So nt notamment pris en compte, l'espérance de vie, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les engagements correspondants aux droits acquis par les salariés au 31 décembre de chaque exercice sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances ou par des provisions. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursements par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié à son 64ème anniversaire.

**1.2.9. Produits d'exploitation bancaire**

Les commissions d'affacturage, qui représentent la majeure partie des produits du groupe, sont enregistrées pour leur totalité à la date d'achat des factures. Du fait d'une durée de rotation moyenne des factures de 47 jours, les coûts marginaux de transaction supportés par Crédit Mutuel Factoring ne sont pas étalés sur la durée des encours d'affacturage, comme spécifié par le règlement 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

Outre les commissions perçues en rémunération du service affacturage proprement dit, Crédit Mutuel Factoring facture à ses clients des commissions destinées à couvrir le coût de financement des créances achetées au comptant et calculées sur la période allant de la date d'achat des factures jusqu'à leur recouvrement. Les commissions de financement non échues relatives à l'encours au 31 décembre, sont différées et incluses au passif du bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation ».

**1.2.10. Situation fiscale**

La provision pour impôts de l'exercice a été calculée au taux de 25 % sur l'ensemble de son résultat fiscal, auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3%.

Du fait des différences temporaires, Crédit Mutuel Factoring dispose d'un crédit d'impôt latent qui, conformément à la doctrine comptable, n'a pas été comptabilisé.

Crédit Mutuel Factoring est membre du groupe d'intégration fiscal constitué par le CIC. Crédit Mutuel Factoring verse au CIC une somme égale à l'impôt qui aurait été à sa charge si elle était imposable distinctement, déduction faite de l'ensemble des droits à imputation dont elle aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

**1.2.11. Parties liées**

Conformément aux recommandations de l'ANC n°2010-04 abrogé et repris dans le règlement 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, la liste des transactions effectuées par Crédit Mutuel Factoring avec des entreprises liées ne fait pas l'objet d'une information en annexe s'agissant d'opérations réalisées à des conditions normales de marché.

**1.2.12. Actifs et passifs libellés en devises**

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté.

Les gains ou pertes de change latent résultant de ces conversions sont comptabilisés dans les livres de la maison mère, le CIC, au même titre que les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

**II. Détails sur les postes du bilan, hors bilan et du compte de résultat****II.1 Notes sur l'actif du bilan (en milliers d'euros)****II.1.1. Etat des créances**

En milliers d'euros	Échéance des créances				Total
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
Créances sur les établissements de crédit*	-2 201 914	0	0	0	-2 201 914
Créances sur la clientèle	-8 079 785	-116 902	5	0	-8 196 682
<b>Total</b>	<b>-10 281 698</b>	<b>-116 902</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>-10 398 596</b>

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

**Opérations avec la clientèle**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Créances commerciales	211 219	210 515
Créances rattachées		
Autres concours		
- Prêts et crédits	120	106

- Titres reçus en pension livrée		
- Créances rattachées		
Comptes ordinaires débiteurs	267 829	300 158
Créances rattachées		
Créances douteuses (*)	85 538	88 750
Dépréciations	-44 881	-38 966
<b>Total</b>	<b>519 826</b>	<b>560 563</b>
(*) Ce montant comprend au 31/12/2025 27 M€ d'encours douteux et 59 M€ d'encours douteux compromis, contre respectivement 27 M€ et 62 M€ dans les comptes de Crédit Mutuel Factoring au 31/12/2024.		

**Affacturation**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Créances affacturation	7 548 895	6 411 762
Créances douteuses (*)	128 066	150 137
Dépréciations	-105	-123
<b>Total</b>	<b>7 676 856</b>	<b>6 561 776</b>
(*) Ce montant comprend au 31/12/2025 103 M€ d'encours douteux et 25 M€ d'encours douteux compromis, contre respectivement 141 M€ et 9 M€ au 31/12/2024.		

**II.1.2. Participations et autres titres détenus à long terme**

Les certificats d'association et d'associé du fonds de garantie interbancaire représentent 88 K€ au 31/12/2025 contre 88 K€ au 31/12/2024.

**II.1.3. Etat des mouvements des immobilisations****Immobilisations incorporelles :**

En milliers d'euros	31/12/2024	Acquisition / Dotations	Cessions / Reprises	Autres variations	31/12/2025
<b>Valeurs brutes</b>					
Fonds commerciaux	3 556,1				3 556,1
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	130,4				130,4
<b>Montant brut</b>	<b>3 686,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3 686,5</b>
<b>Amortissements</b>					
Fonds commerciaux	-3 556,1				-3 556,1
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	-113,6	-11,4			-125,0
<b>Cumul amortissements</b>	<b>-3 669,7</b>	<b>-11,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-3 681,1</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>16,8</b>	<b>-11,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>5,4</b>

**Immobilisations corporelles :**

En milliers d'euros	31/12/2024	Acquisition / Dotations	Cessions / Reprises	Autres variations	31/12/2025
<b>Valeurs brutes</b>					
Immobilisations corporelles en cours	0,5	31,3			31,8
Terrains d'exploitation	0,0				0,0
Terrains hors exploitation					
Constructions d'exploitation	1 578,0				1 578,0
Constructions hors exploitation					
Autres immobilisations corporelles	1 760,7				1 760,7
<b>Montant brut</b>	<b>3 339,2</b>	<b>31,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3 370,5</b>
<b>Amortissements</b>					
Immobilisations corporelles en cours					
Terrains d'exploitation					
Terrains hors exploitation					
Constructions d'exploitation	-1 197,6	-140,1			-1 337,7
Constructions hors exploitation	0,0				0,0
Autres immobilisations corporelles	-1 572,3	-74,7			-1 647,0
<b>Cumul amortissements</b>	<b>-2 769,9</b>	<b>-214,8</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-2 984,7</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>569,3</b>	<b>-183,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>385,8</b>



**II.1.4. Les « Autres actifs »**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dépôts et cautionnements versés	3 882	3 878
Créances envers l'état	3 765	3 691
Avances frais de personnel	251	274
Autres créances sur le groupe	4 798	3 541
Créances diverses*	212 707	190 033
<b>Total</b>	<b>225 403</b>	<b>201 417</b>

\* Au 31/12/2025 : Dont 13 519 K€ de créances cédées au titre de la Titrisation.

**II.1.5. Comptes de régularisation « actif »**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Produits à recevoir	18 399	16 510
Charges constatées d'avance	7	0
Ecart de conversion	0	0
Autres comptes de régularisation	17 699	14 286
<b>Total</b>	<b>36 105</b>	<b>30 797</b>

**II.1.6. Postes d'actif comprenant des produits à recevoir**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Autres actifs - Autres débiteurs divers *	213 133	190 477
Autres actifs - Créances fiscales	4 798	3 541
Comptes de régularisation - Produits à recevoir	18 399	16 510
<b>Total</b>	<b>236 330</b>	<b>210 529</b>

\* Ce montant est composé des acomptes versés au titre de la CVAE et des créances cédées au titre de la Titrisation

**II.2 Notes sur le passif du bilan (en milliers d'euros)****II.2.1. Etat des dettes**

En milliers d'euros	Échéance des créances				Total
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
1. Dettes envers les établissements de crédit*	4 426 381	2 185 056	0	0	6 611 437
2. Comptes créditeurs de la clientèle	3 162 256	0	0	0	3 162 256
3. Dettes représentées par un titre	501 786	0	0	0	501 786
4. Dettes subordonnées	17 786	0	15 043	0	32 829
<b>Total</b>	<b>8 108 209</b>	<b>2 185 056</b>	<b>15 043</b>	<b>0</b>	<b>10 308 308</b>

\* Dont 402 619 K€ de dettes à vue.

**II.2.2. Les « Autres Passifs »**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Impôts et taxes	5 141	5 149
Dettes sociales	1 172	2 016
Dettes fournisseurs	520	228
Créditeurs divers	1 534	803
<b>Total</b>	<b>8 367</b>	<b>8 197</b>

**II.2.3. Comptes de régularisation « passif »**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Produits constatés d'avance	11 646	13 805
Charges à payer	49 949	47 525
Comptes d'ajustement devises et hors-bilan	0	0
Autres comptes de régularisation	24 939	20 294
<b>Total</b>	<b>86 534</b>	<b>81 624</b>

**II.2.4. Postes de passif comprenant des charges à payer**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Autres passifs - Autres créditeurs divers	1 534	803
Autres passifs - Dettes fiscales et sociales	1 238	2 063
Autres passifs - Autres créditeurs fournisseurs	520	197
Comptes de régularisation - Charges à payer	49 949	47 525
<b>Total</b>	<b>53 241</b>	<b>50 588</b>

**II.2.5. Tableau des provisions inscrites au passif**

En milliers d'euros	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Provisions pour charges de retraite	2 251		2 251	0
Provisions pour médaille du travail	1 645	145		1 790
Provisions pour litiges	116			116
Autres provisions	1 281		114	1 167
<b>Total</b>	<b>5 293</b>	<b>145</b>	<b>2 365</b>	<b>3 073</b>

**Indemnités de fin de carrière**

En milliers d'euros	Clôture 2024	Transferts	Effet de l'actualisation	Produits financiers	Coût des services rendus	Frais de gestion	Variation écarts actuariels	Païement aux Bénéficiaires	Cotisations d'assurance	Clôture 2025
Engagements	5 626	91	200		358		143	-12		6 406
Contrat d'assurance	3 375	84		124		-5		-7	2 835	6 406
<b>Provision</b>	<b>2 251</b>	<b>7</b>	<b>200</b>	<b>-124</b>	<b>358</b>	<b>5</b>	<b>143</b>	<b>-5</b>	<b>-2 835</b>	<b>0</b>

**II.2.6. Dettes subordonnées**

En milliers d'euros	31/12/2024	Emissions	Remboursements	Autres variations	31/12/2025
Dettes subordonnées	32 770				32 770
Emprunts participatifs					
Dettes subordonnées à durée indéterminée					
Dettes rattachées	75		-16		59
<b>Total</b>	<b>32 845</b>	<b>0</b>	<b>-16</b>	<b>0</b>	<b>32 829</b>

Le poste « Dettes subordonnées » est constitué de 4 emprunts en Euros dont les caractéristiques sont les suivantes :

Banque émettrice	Nominal	Devise	Taux d'intérêt	Date d'émission	Échéance
BFCM	17 770 000	EUR	2,05%	31/03/2016	24/03/2026
BFCM	4 000 000	EUR	1,97%	31/03/2027	31/03/2027
BFCM	6 000 000	EUR	1,02%	14/11/2017	15/11/2027
BFCM	5 000 000	EUR	1,55%	24/05/2018	25/05/2028
<b>Total</b>	<b>32 770 000</b>				

**II.2.7. Fonds pour Risques Bancaires Généraux**

Au 31 décembre 2025, le "Fonds pour Risques Bancaires Généraux" s'élève à 15 340 K€ au même titre qu'au 31 décembre 2024.

**II.2.8. Tableau des variations des capitaux propres**

En milliers d'euros	31/12/2024	Affectation résultat 2024	Dividende versé	Réserves plus values à long terme	Changement de méthode	Résultat 2025	31/12/2025
Capital	7 680						7 680
Prime d'émission	1 829						1 829
Réserves légale	768						768
Autres réserves	178 500	34 100					212 600
Report à nouveau	345	-315					30
Résultat	33 785	-33 785				16 054	16 054
<b>Total</b>	<b>222 907</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>16 054</b>	<b>238 961</b>

**II.2.9. Composition du capital social**

Euros	Nombre	Valeur unitaire	Capital social
Actions	480 000	16	7 680 000

Le CIC détient indirectement 99,99 % du capital social par l'intermédiaire de sa filiale GESTEUROP au 31 décembre 2025.

**II.3 Notes sur le compte de résultat****II.3.1. Répartition du volume (en milliards d'euros)**

En matière d'affacturage, l'indicateur le plus significatif est le volume de créances achetées. Répartition du volume :

National	Export / Import	Total
38.1*	18.6	56.7*
* Dont 1,7 milliards d'euros relatifs à la filière mobilisation de créances		

**II.3.2. Intérêts et produits assimilés**

Les intérêts et produits assimilés se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Etablissements de crédit	17 805	28 810
Clientèle	207 921	270 242
Autres	0	0
<b>Total</b>	<b>225 726</b>	<b>299 052</b>

Baisse significative des produits d'intérêts suite à la baisse des taux.

**II.3.3. Intérêts et charges assimilés**

Les intérêts et charges assimilés se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Etablissements de crédit	-102 785	-144 765
Clientèle	0	0
Autres	-12 551	-19 743
<b>Total</b>	<b>-115 336</b>	<b>-164 508</b>

**II.3.4. Les commissions (Produits)**

Les commissions (produit) se décomposent de façon suivante :

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Produits rétrocédés	-5 439	-2 359
Assistances et conseils	-42	34
Commissions sur prêts	1 283	1 286
Commissions Dailly	13 993	14 715
Commissions d'affacturage	53 227	51 827
Minimums de commissions	5 262	2 910
Autres commissions (produits)	11 404	10 668
<b>Total</b>	<b>79 688</b>	<b>79 081</b>

**II.3.5. Les commissions (Charges)**

Ce poste s'élève à 68 864 K€ dont 52 944 K€ de commissions d'apporteurs d'affaires et 15 918 K€ de commissions liées à la titrisation.

**II.3.6. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**

Le montant des gains est de 312 K€ correspond au solde net des opérations de change enregistrées sur l'exercice 2025. Il représentait une perte de 15 K€ sur l'exercice 2024.

**II.3.7. Autres produits d'exploitation bancaire**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Autres produits des activités non banc.	904	1 022
Produits accessoires	2 495	2 167
Reprises de provisions pour risques et charges		
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	502	884
Produits et charges des autres activités		
<b>Total</b>	<b>3 901</b>	<b>4 073</b>

**II.3.8. Autres charges d'exploitation bancaire**

Ce poste s'élève à - 98 K€ en 2025 (dont - 66 K€ de prestations de services bancaires) contre - 381 K€ en 2024 (dont 355 K€ de perte sur un vendeur).

**II.3.9. Les charges générales d'exploitation**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements	-30 278	-26 565
Charges sociales (*)	-13 592	-12 850
Impôts et taxes sur rémunérations	-1 383	-1 320
Intéressements et participations	-4 910	-4 135
Dotations nettes aux provisions pour retraite	0	-314
Autres dotations nettes aux provisions (**)	2 220	-273
Autres charges administratives	-47 058	-46 452
Dotations aux amortissements	-226	-256
<b>Total</b>	<b>-95 227</b>	<b>-92 165</b>

(\*) Le montant des charges sociales inclut - 2,9 M€ de charges de retraites au 31/12/2025, et -2,9 M€ au 31/12/2024.

(\*\*) correspond à une reprise de provision IFC de 2.2 M€ pour 2025.

**II.3.10. Le coût du risque**

Le coût du risque au 31/12/2025 s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dotations pour dépréciation des créances douteuses	-11 728	-8 060
Reprises sur dépréciation des créances douteuses	5 830	12 303
Pertes sur créances douteuses	-2 460	-3 575
Indemnités de réassurance	342	348
Récupération de créances amorties	739	209
Autres dotations nettes aux provisions		
<b>Total</b>	<b>-7 277</b>	<b>1 225</b>

**II.3.11. Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

Pas de gains ou pertes sur Actifs Immobilisés sur l'exercice 2025.

**II.3.12. Résultat exceptionnel**

Absence de résultat exceptionnel sur l'exercice 2025.

**II.3.13. Impôt sur les bénéfices**

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale	-6 769	-10 976
Impôt courant - Régularisation sur exercice antérieur	0	-9
Impôt courant - Redressement fiscal	0	0
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale		
<b>Total</b>	<b>-6 769</b>	<b>-10 985</b>
Sur activités courantes	-6 769	-10 985
Sur éléments exceptionnels		
<b>Total</b>	<b>-6 769</b>	<b>-10 985</b>

La société Crédit Mutuel Factoring est intégrée fiscalement au groupe fiscal du CIC depuis le 01/01/2012. Le montant comptabilisé au titre de 2025 correspond au montant qu'aurait payé la société si elle avait été imposée seule. Il n'y a pas de déficit reportable.

**III. Autres informations****III.1 Ventilation de l'effectif moyen du personnel**

	31/12/2025	31/12/2024
Techniciens	235	231
Cadres	222	215
<b>Total</b>	<b>457</b>	<b>446</b>

**III.2 Rémunération des mandataires sociaux**

La rémunération des mandataires sociaux n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

**III.3 Honoraires des Commissaires aux Comptes**

En milliers d'euros et HT	PWC		KPMG	
	Montant	En %	Montant	En %
Certification des comptes	85,0		85,0	
Services autres que la certification des comptes	0,00		0,00	
<b>Total</b>	<b>85,0</b>	<b>50%</b>	<b>85,0</b>	<b>50%</b>

**III.4 Compte Personnel de Formation**

Le Droit individuel à la Formation a été remplacé par le Compte Personnel de Formation au 1er janvier 2015, celui-ci est géré désormais par la Caisse des dépôts et consignations.

**III.5 Société consolidante**

Crédit Mutuel Factoring est consolidée dans les livres du CIC, société anonyme à conseil d'administration au capital de 611 858 064 euros, dont le siège social est situé au 6 avenue de Provence à Paris (75009), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 542 016 381, par la méthode de l'intégration globale à 100%.

**III.6 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice****Conflit au Moyen-Orient**

Le groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale est totalement mobilisé pour faire face au contexte d'incertitudes macro-économiques et politiques accrues liés au conflit au Moyen-Orient, entraînant une hausse du prix des matières premières notamment énergétique, une volatilité des marchés financiers et potentiellement une menace de stagflation et de resserrement monétaire. Dans ce contexte, Crédit Mutuel Factoring suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit et la valorisation de ses portefeuilles. Elle possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. Les impacts comptables et prudentiels de cette situation ne pourront être évalués qu'ultérieurement.

Crédit Mutuel Factoring conserve sa politique de provisionnement prudente. Elle tient compte du contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persistant qui pourrait entraîner une dégradation de la qualité du portefeuille de crédits.

**III.7 Information réglementaire par Etat ou territoire – Article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier**

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, la Société n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative, ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les annexes aux comptes consolidés du CIC.

**III.8 Affectation du résultat**

Constatant que :

Le bénéfice de l'exercice 2025 de	16.053.936,35 €
augmenté des "Autres réserves disponibles" 2024 de	212.600.000,00 €
augmenté du report à nouveau 2024 de	29.841,39 €
forme un bénéfice distribuable de	<u>228.683.777,74 €</u>
nous vous proposons l'affectation suivante :	
<b>décide de répartir ce montant ainsi qu'il suit :</b>	
au poste « Autres réserves disponibles »	228.800.000,00 €
affectation du solde au compte « report à nouveau » :	<u>83.777,74 €</u>
<b>Total</b>	<b><u>228.683.777,74 €</u></b>

**IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'assemblée générale  
**CREDIT MUTUEL FACTORING**  
 TOUR D2  
 17 bis Place des Reflets  
 92988 PARIS LA DEFENSE CEDEX

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CREDIT MUTUEL FACTORING relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « I.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n° 2023-03 du 7 Juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

### Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Point clé de l’audit	Réponse d’audit
<p>Une part importante du bilan est constituée de créances envers la clientèle.</p> <p>Crédit Mutuel Factoring comptabilise au titre du risque de crédit de son portefeuille clients, des dépréciations individuelles sur les créances douteuses et contentieuses.</p> <p>Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non-recouvrement. Elles sont déterminées individuellement en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.</p> <p>Compte tenu de l’activité exercée par Crédit Mutuel Factoring, nous considérons que l’évaluation de ces dépréciations sur les créances douteuses et contentieuses constitue un point clé de l’audit.</p> <p>Au 31 décembre 2025, les dépréciations des créances douteuses et contentieuses s’élèvent à 44,9 M€ pour un encours total douteux et contentieux de 198 M€.</p> <p>(Note II.1.1. de l’annexe aux comptes annuels)</p>	<p>Nous avons évalué l’efficacité des procédures et des contrôles-clés réalisés par Crédit Mutuel Factoring dans le contexte macroéconomique sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le déclassement des créances en douteux et contentieux ;</li> <li>• Les procédures de confirmation réalisées par la société sur les créances acquises.</li> </ul> <p>En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons mené les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Apprécier les différents indicateurs de risques préparés par la société et les procédures d’alertes qui en découlent, le cas échéant</li> <li>• Apprécier les critères retenus pour déterminer si une créance est douteuse à l’aide de notre compréhension de la nature des portefeuilles de crédit de Crédit Mutuel Factoring et de notre connaissance des pratiques du secteur du financement spécialisé ;</li> <li>• Réaliser des entretiens au cours de l’exercice avec les personnes en charge du suivi des risques afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation</li> <li>• Analyser les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers déclassés en prenant en compte, le cas échéant, l’impact du contexte macroéconomique sur ces flux ou les garanties spécifiques et apprécier le taux de provisionnement retenu</li> <li>• Mettre en oeuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux et contentieux.</li> </ul>

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D.441 -6 du code de commerce appellent de notre part l’observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### Rapport sur le gouvernement d’entreprise

Nous attestons de l’existence, dans le rapport du conseil d’administration sur le gouvernement d’entreprise, des informations requises par l’article L.225 -37-4 » du code de commerce.

### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CREDIT MUTUEL FACTORING par votre assemblée générale du 24 mai 2016 pour le cabinet KPMG S.A. et du 23 décembre 1998 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la dixième année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la vingt-huitième année.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d’établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu’elle estime nécessaire à l’établissement de comptes annuels ne comportant pas d’anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs.

Lors de l’établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d’évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d’exploitation et d’appliquer la convention comptable de continuité d’exploitation, sauf s’il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d’administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Paris-La Défense, le 14 avril 2026

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Jean-Baptiste Deschryver

**KPMG SA**  
Sophie Sotil Forgues

Yann Masset

**V. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est disponible à tout public au siège social de Crédit Mutuel Factoring situé Tour D2 – 17 Bis Place des Reflets - 92988 PARIS LA DEFENSE CEDEX.